

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

*Prestation de remplacement de groupes frigorifiques  
au profit du PAUI de Djibouti*

**Consultation n° 2025-0982/EdA/DA**

Date limite de réception des offres :	01 septembre 2025 à 12 h 00
Date limite de réception des questions :	28 août 2025 à 17 h 00

- Annexe 1 – Modalités de remise des offres sur PLACE
- Annexe 2 – Fiche d'identité fournisseur

## ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Identification de l'autorité contractante

Etablissement public à caractère commercial, l'Economat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du Ministère des Armées.

L'article L3421-1 du Code de la défense dispose que l'EdA « a pour objet le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses aux formations militaires en France et à l'étranger, ainsi qu'aux parties prenantes collectives et individuelles autorisées par le ministre de la défense ».

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces armées en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libre-service et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'EdA exerce ses activités au quotidien dans des conditions variées sur le territoire national, en outre-mer et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin dans les locaux de la direction générale.

**Economat des Armées (EdA)**  
26 rue Delizy, 93500 Pantin  
SIRET : 542 085 907 00013

### 1.2. Autorité bénéficiaire de la consultation

La présente consultation est passée au profit du PAUI de Djibouti, ci-après dénommé « le bénéficiaire »

## ARTICLE 2 – INFORMATIONS SUR LA CONSULTATION

### 1.3. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet le remplacement des groupes frigorifiques de sept (7) chambres froides installées sur le site de la base aérienne (BA) 188 « Colonel Massart » à Djibouti.

L'accord-cadre relatif à cette prestation comprend notamment :

- 
- La dépose des sept (7) groupes frigorifiques existants sur site
- L'installation et la mise en service des sept (7) groupes frigorifiques neufs en remplacement de l'existant ;
- La mise à disposition des anciens équipements pour évacuation par les services techniques du PAUI ;
- La formation et l'assistance technique auprès des équipes sur site.

### 1.4. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

*50730000-1 Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération*

### 1.5. Mode de passation

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application de l'article L2323-1 du Code de la Commande Publique.

La procédure vise à passer un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum garanti, avec un montant global maximum fixé à 221 000 € HT.

### 1.6. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Il s'achève après exécution de la totalité des prestations convenues, le paiement des factures afférentes et l'extinction des garanties éventuelles.

Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre.

### 1.7. Lieu d'exécution des prestations

La prestation est exécutée sur le site de la base aérienne (BA) 188 « Colonel Massart » à Djibouti.

### 1.8. Pièces contractuelles

L'accord-cadre et l'ensemble des documents qui en découlent sont rédigés en langue française. En cas de contradiction, les pièces particulières prévalent sur les pièces générales.

- *Pièces particulières*

Conformément à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services 2021 (CCAG-FCS 2021), les accords-cadres sont régis par les pièces contractuelles énumérées ci-après, par ordre de priorité suivant :

- le présent règlement de consultation et ses annexes ;
- l'offre technique et financière du titulaire en réponse aux exigences du CCP et ses annexes ;
- tout document à valeur légale résultant de l'exécution du marché (avenant, ordre de service) ;
- les bons de commande de l'EdA.

- *Pièces générales*

- Les normes de références en vigueur lors de la remise des offres ;
- Les coutumes et pratiques de la profession.

### 1.9. Exhaustivité des pièces

L'accord-cadre est régi par les lois et règlements français exclusivement. Il est précisé que tout document relatif à l'accord-cadre doit être rédigé en langue française.

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis précédemment, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Ses dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature des accords-cadres

Aucune condition générale ou particulière figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents d'offres commerciales.

## ARTICLE 3 – DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

### 3.1. Modalités de retrait du dossier et de transmission des offres

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) gratuitement dans son intégralité sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidatures et les offres doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site [www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr).

Les candidats doivent déposer leur offre avant le :

**01 septembre 2025 à 12 h 00**

Les offres mentionnent l'objet de la consultation et sont rédigées en langue française.

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt jours (180) à compter de la date limite de remise des offres.

En cas de négociation, le délai de validité des offres finales est de cent quatre-vingt jours (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales.

### 3.2. Prestations attendues

Les prestations attendues sont détaillées aux annexes 1 à 2 du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

L'offre doit impérativement contenir les éléments suivants :

**Un devis pour le remplacement, la mise en service et l'accompagnement technique des équipes sur site à la mise en œuvre d'un protocole de maintenance préventive.**

Ce devis est établi sur la base :

- du dossier technique fourni pour le remplacement des 7 groupes frigorifiques (annexe 1 du CCP) ;
- du planning prévisionnel détaillé des interventions (annexe 2 du CCP) ;
- du plan d'implantation des matériels sur le site (annexe 3 du CCP)

Le devis doit comprendre :

- ✓ Le chiffrage financier des prestations attendues listées en annexe 2 du CCP
- ✓ La méthodologie et les moyens mis en œuvre pour l'exécution des prestations attendues (articles 1.4 du CCP)
  - Le détail des moyens mis à disposition pour la réalisation des prestations
  - La description du protocole proposé pour la mise en œuvre des obligations relatives à la récupération et retraitement des fluides
  - Le dimensionnement et la qualification du personnel dédié
  - Le détail des conditions de garantie (SAV) et la durée (en mois) après admission des équipements par le bénéficiaire
- ✓ La proposition du planning d'exécution pour la mise en œuvre des prestations
  - Le descriptif de chaque étape
  - Le rétroplanning proposé en réponse aux exigences du CCP en respectant les délais maximums indiqués au planning prévisionnel d'intervention (annexe 2 du CCP)

### 3.3. Contenu de l'offre

L'offre doit impérativement contenir les éléments suivants :

*Documents relatifs à la société*

- l'**autorisation administrative** d'exercice commercial/industriel/artisanal en cours de validité (Extrait de K-Bis) ;
- l'**attestation d'assurance responsabilité civile** en cours de validité de la société couvrant les risques de la prestation ;
- le **RIB** (relevé d'identité bancaire) de la société.

*Documents relatifs à l'analyse de l'offre :*

- l'acte d'engagement relatif à l'accord-cadre n° 2025-0982, daté et signé par une personne habilitée à représenter et engager la société candidate ;
- le devis détaillé proposé par le candidat, daté et signé ;
- toute information ou document que le candidat juge utile de transmettre à l'EdA.

### 3.4. Demandes de précisions

Les candidats souhaitant obtenir des précisions supplémentaires dans le cadre de l'élaboration de leurs offres sont invités à soumettre leurs questions d'ordres administratif ou technique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ces questions devront être posées au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Les réponses apportées seront transmises à toutes les entreprises ayant retiré le dossier au plus tard un (1) jour ouvré avant la date limite de retour des offres. Aucune réponse ne sera adressée en dehors de cette voie de communication.

### 3.5. Critères de sélection

Le pouvoir adjudicateur examine les offres (DEVIS) au regard des critères de sélection suivants :

- **Valeur technique – notée sur 40 points**

*Sous-critère 1 : Méthodologie et moyens mis en œuvre – 25 points*

- *Moyens mis à disposition pour l'exécution des prestations (10 points) ;*
- *Dimensionnement et qualification du personnel dédié (10 points) ;*
- *Pertinence de la durée et des conditions de garantie (5 points).*

*Sous-critère 2 : Planning d'exécution – 15 points*

- *Descriptif des étapes de la prestation (10 points) ;*
- *Rétroplanning proposé (5 points).*

- **Valeur Financière – notée sur 60 points**

Le soumissionnaire présentant le prix le plus bas se voit attribuer la note maximale. Les autres offres sont notées proportionnellement en fonction de leur écart par rapport au prix le plus bas.

### 3.6. Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier tous les éléments des offres reçues.

### 3.7. Sélection de l'offre

Après analyse des offres au regard des critères de sélection énoncés précédemment, l'offre finale économiquement la plus avantageuse est retenue.

Les candidats dont les offres ne sont pas retenues sont informés par voie électronique sur la plateforme PLACE.

### 3.8. Déclaration sans suite

L'EdA peut décider de ne pas donner suite à la présente consultation pour un motif d'intérêt général. Dans l'hypothèse où l'EdA déciderait de la déclarer sans suite, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de ce fait.

### 3.9. Droit – langue et devise

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Montreuil est compétent :

Tribunal Administratif de Montreuil  
7 rue Catherine Puig - 93100 Montreuil  
Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr